

# Ford Blanquefort : la décision de la Direccte sur le plan social très attendue

[A LA UNEBORDEAUX](#)

Publié le 11/01/2019 à 8h29. Mis à jour à 9h53 par C. M. et L. B..



Philippe Poutou, jeudi, devant le site de Blanquefort.

*C.MORICE*

## La Direccte pourrait dire ce vendredi si elle homologue le plan social.

C'est devenu un rituel, depuis le début du conflit social, à l'usine Ford de Blanquefort. Les syndicats donnent rendez-vous aux salariés devant les portillons de l'entrée. Jeudi, une nouvelle fois, les représentants de la CGT, de FO et de la CFE/CGC ont fait le point sur la situation, après avoir assisté à [une réunion de travail mercredi, au ministère de l'Économie à Bercy.](#)

Devant une bonne centaine de salariés, Philippe Poutou (CGT) a expliqué que la décision de la Direccte, la direction du travail, portant sur **l'homologation du plan social de Ford**, pourrait être connue ce vendredi.

Si le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) est validé, il pourra être mis à exécution avec son lot de licenciements et de départs en préretraite.

**« Peu d'espoir »**

En revanche, en cas de non-homologation, les syndicats espèrent que le nouveau délai de négociation permettra [« le rachat temporaire de l'entreprise par l'État »](#) dans le but de le revendre au repreneur Punch ». Ce qui permettrait de sauver des emplois sur le site. « Il faut jouer la carte de Punch jusqu'au bout », a lancé Jean-Marc Chavant (FO), sans cacher que la dernière réunion à Bercy laissait peu d'espoir. Car **il faut aussi que Punch apporte les garanties** nécessaires à ce « sauvetage ».

En marge des vœux à la presse à l'Hôtel du Département jeudi, la vice-présidente Christine Bost a dit attendre avec une certaine inquiétude la position de l'industriel belge. « Dans l'hypothèse où ce ne sera pas possible, **les dégâts humains seront énormes**. Une autre question va se poser. Que faire de cette immense friche industrielle ? » Elle pointe aussi des conséquences possibles sur le site voisin de Getrag où travaille plus d'un millier de salariés. « Nous sommes très inquiets. Les jours à venir seront cruciaux. »